



Crise du coronavirus: aide ciblée des cantons et des communes

La Confédération soutient les entreprises et les indépendants en difficulté en raison de la crise actuelle, tout comme les cantons et les communes. Ces mesures étroitement coordonnées avec les organisations économiques cantonales sont très efficaces car elles sont adaptées aux besoins régionaux. Malheureusement, les efforts déployés localement sont souvent ignorés pour demander des fonds supplémentaires de la part de la Confédération.

Les conséquences négatives de la pandémie du coronavirus sur l'économie suisse sont massives, mais c'est aussi le cas du plan de soutien, se chiffrant en milliards de francs, mis en place par la Confédération. Via des indemnités pour chômage partiel et des cautionnements, il apporte aux entreprises une aide rapide et non bureaucratique. Malgré cela, des appels sont lancés quotidiennement pour réclamer encore plus de ressources, en l'occurrence des dizaines de milliards de francs. Ces invitations à puiser dans les réserves sont adressées alternativement à la Confédération et à la Banque nationale suisse, pour financer un revenu de base inconditionnel par exemple, quand bien même les électeurs ont refusé un projet dans ce sens en 2016 avec 77% de non.

UNE AIDE GÉNÉREUSE, AUSSI DANS LES PETITS CANTONS

Les critiques ignorent volontiers le fait que, dans la crise actuelle, si la Confédération a mis en place des mesures de soutien elle n'est de loin pas la seule. Les cantons et de nombreuses communes volent également au secours des

PME et des indépendants de leur région en mettant en œuvre des mesures de soutien.

En l'état actuel, les cantons prévoient à eux seuls d'accorder quelque 2 milliards de francs, dont une partie à fonds perdu, l'autre sous forme de prêts sans intérêt par exemple. Ces mesures ne se limitent en aucun cas aux principaux sites d'implantation. Des petits cantons sont aussi à la manœuvre. De nombreuses villes et municipalités fournissent également une aide économique d'urgence sans complications, en particulier pour les indépendants.

PLUS QUE DES PAIEMENTS EN ARGENT

Cela dit, les cantons et communes ne se contentent pas de mettre en place des paiements directs et des prêts pour surmonter les problèmes de liquidités. Plusieurs cantons ont aussi décidé de régler immédiatement leurs factures impayées et de prolonger les délais de paiement de leurs débiteurs. Des intérêts moratoires sont revus à la baisse, des taxes sont suspendues dans le domaine du tourisme, des taux d'imposition ajustés ou des paiements directs dans l'agriculture avancés. De nombreux cantons, dont le Valais, Fribourg, Bâle-Ville entre autres, ainsi que la ville de Zurich, par exemple, versent les montants budgétés pour soutenir les manifestations sportives, touristiques et culturelles annulées afin de couvrir les frais déjà engagés. De plus, en Suisse romande, plusieurs villes renoncent à encaisser les loyers commerciaux pour leur parc immobilier – la mesure représente 1,2 million de francs pour la seule ville de Genève.

Ces nombreuses mesures aux niveaux cantonal et communal sont typiquement suisses et suivent le principe de subsidiarité. Au lieu de verser largement des aides fédérales selon le principe de l'arrosoir, l'aide est organisée au niveau étatique qui connaît le mieux les spécificités et les besoins régionaux. L'aide fournie par les cantons et les communes est donc plus efficace pour résoudre les problèmes locaux et régionaux. Alors que certains acteurs appellent la Confédération à en faire plus, on oublie souvent que les autres niveaux étatiques investissent également des moyens importants pour surmonter cette crise. economiesuisse salue l'engagement fort des cantons et des communes ainsi que la collaboration constructive des décideurs politiques avec les associations économiques cantonales.